

22EMES CONTROVERSES EUROPEENNES DE MARCIAC  
**Vendredi 29 et samedi 30 juillet 2016**  
**Dans le cadre du festival Jazz In Marciac (Gers)**

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ?

**« L'agriculture française pour nourrir le Monde :  
rompre avec une fable ? »**

Une dispute entre Eve Fouilleux, politologue, directrice de recherche CNRS, chercheuse associée au CIRAD, et Jean-Christophe Debar, directeur de la fondation Farm, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde.

La question de nourrir la planète ne cesse de revenir depuis plus de 10 ans, et notamment depuis 2008 avec la crise des prix sur les marchés mondiaux et les émeutes de la faim. Au fil de ces années, la FAO et bien d'autres nous ont alerté crescendo sur l'impératif d'augmenter la production agricole mondiale, afin de nourrir les 9 milliards d'hommes, voire plus, attendus à l'horizon 2050. Un argument légitimant le concours de la France dans cette grande bataille pour lutter contre la faim dans le Monde se traduisant par un seul et même mot d'ordre : « produire plus, pour exporter plus ». Ainsi, en 2015, François Hollande affirmait : « *La France doit contribuer à nourrir la population de la planète* », phrase mise en exergue sur le pavillon français à l'Expo universelle de Milan.

Alors produire plus, certes, mais pas n'importe comment. Il s'agit désormais de produire plus et mieux. Vous aurez reconnu le fameux projet agro-écologique porté par Stéphane le Foll. Pas si simple toutefois, car il n'aura échappé à personne que les incitations à produire plus (fin des quotas laitiers par exemple) se soldent trop souvent par du surendettement, l'effondrement des prix, des exploitations sous perfusion financière et que, malgré la volonté politique, l'utilisation des phyto ne fait qu'augmenter...

Pas étonnant dès lors que de plus en plus de voix s'élèvent contre cette injonction à produire plus. D'ailleurs, les exemples se multiplient de producteurs s'affichant en rupture et plaidant pour un « produire moins, pour gagner plus ». L'autonomie devenue leur maître-mot, leurs préoccupations s'avèrent bien éloignées de l'exportation pour nourrir le Monde. Une posture renforcée par l'avis de certains experts qui rappellent que l'on produit déjà suffisamment, à l'échelle de la planète, et que le problème de la faim reste celui de l'accès à l'alimentation. Donc de l'éradication de la pauvreté.

Alors l'agriculture française doit-elle vraiment nourrir le Monde ou bien faut-il rompre avec cette fable ?

**Sylvie Berthier, Mission Agrobiosciences (MAA) : Eve, vous avez écrit que le mythe sur lequel repose la promotion d'une vocation exportatrice agricole de la France n'a en fait pas grand-chose à voir avec l'emphatique idée de « nourrir le monde ». Alors, est-ce le rôle de la France de nourrir le monde ? Ou bien est-ce une fable et écrite par qui ? On peut quand même rappeler que les producteurs de porcs qui broyaient du noir retrouvent quelques couleurs depuis qu'ils exportent vers la Chine...**

**Eve Fouilleux :** Cette idée selon laquelle le Monde aurait faim et qu'il faudrait donc produire plus pour le nourrir, on l'entend souvent notamment dans la bouche des présidents de la République successifs, que ce soit Nicolas Sarkozy ou François Hollande. On l'a même entendu ici l'an passé, dans l'enceinte des Controverses de Marciac, dans la bouche du représentant de la FNSEA... Bref, on l'entend un peu partout et pléthore d'ouvrages défendent cette idée.

Cet appel à produire plus pour nourrir le Monde me pose un certain nombre de problèmes. D'une part, parce que le constat est posé au niveau global comme si le problème était à la fois géographiquement et politiquement global et mondial. Cela est déjà problématique, car ce n'est pas à cette échelle-là que se posent réellement, ni se règlent les problèmes. Ce qui se passent bien souvent est en fait que des acteurs, aux intérêts bien précis, utilisent l'idée morale de « nourrir le monde » comme un moyen de redorer leur blason et éviter de poser les questions qui leur posent problème, notamment sur les effets sociaux, sanitaires et environnementaux des modes de production. C'est une façon en réalité d'évacuer le problème.

Mais restons néanmoins un instant à ce niveau global. Il faut être conscient que l'on produit déjà beaucoup trop et depuis très longtemps au niveau global. En gros, depuis une soixantaine d'années, l'indice de la production globale mondiale agricole ne cesse de croître. Depuis 1981, le seuil de 2 500 kcal par jour et par personne a été dépassé - 2500 kcal/j/personne, c'est la norme établie par l'OMS en terme de besoins caloriques quotidiens pour un individu qui travaille. Et la production globale de nourriture n'a cessé de croître depuis cette date, c'est-à-dire depuis 35 ans. Actuellement, la disponibilité alimentaire globale dans le Monde, autrement dit la quantité de nourriture produite, avoisine plutôt les 3000 kcal/j/personne ; et cela sans compter les quantités faramineuses de produits agricoles allant à l'alimentation animale, aux agrocarburants ou bien étant gaspillées ! Donc le Monde en tant que Monde n'a pas faim. On produit bien plus que nécessaire, on ne produit que trop, avec les conséquences environnementales que l'on sait.

Pour autant évidemment, ce n'est pas le fait de produire beaucoup trop qui donne à manger à tous. Des millions de personnes sont dans le monde en situation d'insécurité alimentaire. D'un côté, les derniers chiffres de la FAO affichent 795 millions de gens en état de sous-alimentation chronique. De l'autre, on a 2 milliards d'adultes en surpoids et 600 millions d'obèses, du fait du modèle agricole que l'on a évoqué ce matin<sup>1</sup>. Les situations locales varient fortement d'un pays ou d'une région à l'autre, et entre les différents groupes sociaux. C'est là qu'est le vrai enjeu.

En fait, il faut le dire et le répéter, l'insécurité alimentaire est très rarement un problème de disponibilité alimentaire, de quantités produites, mais beaucoup plus un problème lié à la pauvreté, donc à l'incapacité d'acheter sa nourriture – ou une nourriture de qualité, ou encore d'accéder à la terre pour les petits paysans ou les ouvriers agricoles. Enfin, dans un certain nombre de régions dans le monde, c'est à cause des conflits ou des guerres qui les gens ont faim.

Je pense qu'il faut donc d'abord arrêter d'agiter la faim dans le Monde comme prétexte pour produire plus. Cette injonction qui semble logique en premier lieu s'appuie en réalité sur une série de mensonges et d'omissions. C'était mon premier point.

Ensuite, la question de la France... Est-ce que la France nourrit le Monde ? Quand on regarde les chiffres, et en particulier ceux des exportations françaises, on se rend très bien compte que la France ne nourrit pas le Monde. En gros, qu'exporte-t-on ? Principalement des céréales sur le marché de l'Union européenne (qui ne renvoie pas à l'image a priori activée par l'idée de faim dans le monde). Et puis, vers le reste du Monde, nous exportons un tout petit peu de céréales dans les pays du Maghreb et, en gros, du vin, des produits de luxe, un peu de fromage... En volume, voilà ce que sont les exportations françaises : quelques céréales, du vin et du fromage, qui sont donc très loin de nourrir le Monde.

Personnellement, je n'ai rien contre les gens qui veulent exporter. Se positionner sur les marchés internationaux, pourquoi pas. Ce qui me pose problème, c'est lorsque des représentants de la FNSEA ou de l'élite professionnelle brandissent cette idée de l'exportation pour nourrir le Monde et de la compétitivité sur les marchés internationaux comme un cadrage pour les politiques publiques dans le domaine agricole. Si certains veulent se positionner sur ces marchés-là, très bien, mais si cela devient une orientation centrale pour les politiques publiques, comme c'est le cas depuis des années autour de l'idée de « vocation exportatrice de la France », là, ça me pose un réel problème, parce que cette vocation n'en est absolument pas une, mais bien une construction politique qui répond aux intérêts de

quelques-uns et non pas de l'intérêt général. Il est temps de sortir de ce cadrage exportateur, imposé par une petite minorité au sein du secteur au détriment du plus grand nombre.

D'ailleurs ce mythe de la vocation exportatrice de la France pose aussi la question de la représentation professionnelle agricole actuelle en France et des graves conflits d'intérêts par lesquels elle est traversée. Une situation parfaitement symbolisée par le fait que l'actuel président de la FNSEA soit également PDG du groupe Avril, l'un des principaux acteurs mondiaux dans le domaine des matières grasses. Ainsi via Avril, Xavier Beulin fait son business en vendant aux agriculteurs français leur alimentation du bétail, et en même temps les concurrence directement en allant investir par exemple en Afrique, où il ouvre des plantations de palmiers à huile. Comment décemment peut-il représenter les intérêts des agriculteurs français tout en étant à la fois leur concurrent et leur fournisseur ?

**MAA : Jean-Christophe Debar, vous n'êtes pas d'accord avec Eve... Que lui répondez-vous ? La France a-t-elle vraiment vocation à produire et à exporter pour nourrir le Monde ?**

**Jean-Christophe Debar.** Avant d'en arriver là, un certain nombre de choses me semblent erronées dans l'argumentation d'Eve.

Ce qu'Eve dénonce, à juste titre, c'est la mythologie de la production. Sur ce point-là, nous sommes d'accord. Il est absolument vrai que la sécurité alimentaire ne résume pas à produire plus. Probablement l'accès à l'alimentation, donc le pouvoir d'achat, donc sortir de la pauvreté reste le premier facteur. Mais enfin, une fois que l'on a dit ça, il faut également disposer de davantage de disponibilités, de production... Je pense qu'il faut donc sérier les choses. Ce n'est pas parce qu'il existe une mythologie que certains des éléments de cette mythologie sont faux.

Alors selon moi, effectivement, il faut augmenter la production agricole... Car quand même, historiquement, le pourcentage de personnes qui sont sorties de la faim a assez fortement diminué depuis près de 25 ans. Est-ce uniquement lié à l'augmentation de la production agricole ? Probablement pas, sans doute davantage au pouvoir d'achat mais aussi certainement à l'augmentation de la production.

Donc augmenter la production reste important par rapport aux problèmes de sécurité alimentaire, certains disent souveraineté alimentaire. Et cela me fait dire que l'argumentation selon laquelle on produit suffisamment au niveau global pour alimenter la planète ne tient pas, sachant qu'il n'existe pas de gouvernement mondial capable de répartir la production selon les besoins...

Deuxièmement point : il faut produire plus parce que dans les pays du Sud, en Afrique en tout cas, l'agriculture représente à peu près 50% de l'emploi et que pour augmenter leurs revenus, les agriculteurs, en général, tentent d'augmenter leur production. C'est un premier levier. Mais je suis d'accord pour dire que c'est un indicateur imparfait. Même s'il a une certaine validité, la productivité, donc la valeur ajoutée brute, qui prendrait en compte la production défalquée des charges, serait plus pertinente. Reste, une fois encore, que tout cela commence par l'augmentation de production.

Enfin, troisièmement, la vocation nourricière de l'agriculture française par l'exportation... Personnellement, et de manière schématique, je pense que lorsqu'on exporte, on contribue à la sécurité alimentaire mondiale, à améliorer le bilan global entre l'offre et la demande. Oui, on y contribue, car l'on exporte vers des pays qui, pour X raisons, n'ont pas la capacité de produire suffisamment pour s'alimenter.

Mais dans ce registre-là, ce qui me semble le plus important, c'est de savoir si l'on a une politique agricole qui, par des subventions à l'exportation en particulier, va permettre d'exporter de manière extrêmement déloyale et, pour le coup, venir nuire aux efforts de sécurité alimentaire des pays vers lesquels on exporte. Voilà une vraie question, et un débat que l'on peut mener.

Mais, vous l'aurez compris, je fais partie de ceux qui pensent que pouvoir exporter du blé vers des régions comme l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, qui sont des zones géopolitiques en tension, reste une bonne chose, contribuant à la sécurité alimentaire. Et tant qu'à faire, je préfère que ce soit les Français que les Ukrainiens qui le fassent.

**MAA. Revenons un instant sur les chiffres, puisque nous faisons la chasse aux mythes. Longtemps, la FAO nous a dit qu'il fallait doubler la production, ensuite qu'il fallait l'augmenter de 70%, puis de 60%. En fait comment sont construits ces chiffres ? On a l'impression de naviguer à vue, ce qui n'est pas sans conséquences...**

**Jean-Christophe Debar :** Beaucoup de chiffres circulent, certains sont anciens, c'est le problème. Le chiffre le plus cité de la FAO est 60%, mais il s'adosse aux besoins de 2005, il y a donc plus de 10 ans. Mais nous avons de la chance, il y a quelques jours, une étude commanditée par l'Union africaine est sortie et livrent des données par rapport à 2015, une année de référence récente donc. Que nous dit cette étude ? En fait, elle rejoint les grandes tendances de l'étude FAO publiée il y a quelques années. Pour simplifier, aujourd'hui, l'Afrique augmente sa production chaque année de l'ordre de 2 à 2,5% par an. Selon cette étude, si l'on veut aboutir à un niveau de sécurité alimentaire qui ne dépende pas trop des importations, il faudrait pratiquement doubler ce rythme d'augmentation de la production, c'est-à-dire passer à un peu plus de 5% chaque année. Retenons cette idée simple. Si vous prenez ce chiffre de 5% et que vous le projetez jusqu'à 2050, année mythique, mythologique, à laquelle on se réfère, on arrive pratiquement au constat qu'en Afrique il faudrait multiplier la production par 2,5. Si on tient compte du changement climatique, pour le dire vite, il faudrait même tripler la production.

**MAA. Vous dites que même si l'Afrique multiplie par trois sa production, elle ne s'en sortira pas sans importation ? Des importations de quoi ?**

**Jean-Christophe Debar :** De toute façon, même si la production double, il y aura de plus en plus d'importations et le taux de dépendance des pays africains dépendra plus ou moins de cette augmentation. Cela n'est pas nécessairement choquant. Il s'agit d'importations de produits alimentaires en général, dans à peu près tous les domaines, parce la demande est là. Il est donc important que la production réponde, mais les importations y répondront aussi.

**MAA. Eve, sur les fameux chiffres avancés par la FAO et d'autres, et sur l'Afrique dont on sait qu'elle va être sujette à des très forts besoins alimentaires dans un contexte de réchauffement climatique, concrètement comment fait-on ?**

**Eve Fouilleux :** Sur les chiffres, qui sont posés au niveau global, on dit, en gros, qu'en 2050 il y aura 9 milliards de personnes sur Terre et qu'il faut donc augmenter la production pour nourrir ces gens-là. Plutôt qu'une fable, c'était le sens de ma première réponse, je dirai qu'il s'agit d'une construction politique voire d'une construction idéologique. Je ne suis pas la seule à l'affirmer. De nombreux chercheurs ont travaillé sur ce sujet, ont regardé de près les études déjà réalisées, l'expriment en ces termes.

D'abord les 9 milliards. Ce chiffre, qui a été estimé par les Nations Unies, est approximatif et critiquable. Je m'en remets aux travaux de Hervé le Bras<sup>2</sup>, grand démographe français, qui a très bien montré, sur le temps long, comment les chiffres produits par les Nations Unies sont souvent fantaisistes. Quand on prolonge les projections réalisées il y a 10 ans, 20 ans, 30 ans, on obtient des chiffres qui ne correspondent pas du tout à la réalité actuelle. Ce sont des projections à la fois fragiles et souvent contingentes de configurations géopolitiques ou au fonctionnement interne des Nations Unies. Bref, premier point, 9 milliards, une donnée critiquable. On ne sait pas vraiment.

Deuxième point, le calcul de l'augmentation de la production nécessaire. Effectivement, dès la crise des prix agricoles de 2007-2008 qui, je le rappelle, était une crise des prix due à la spéculation d'individus, il y a eu évidemment des émeutes de la faim. Mais rappelons qu'à cette époque, alors qu'il n'y avait pas de problème de quantité produite, on parlait de doubler la production, c'est-à-dire d'augmenter de 100% la production afin de nourrir ces 9 milliards de personnes. Ensuite, on est passé à 70% et maintenant, apparemment, mais je n'ai pas vu ces chiffres, à 60%. Cela donne une idée du

---

<sup>2</sup> Démographe et historien. Lire « Bientôt 9,6 milliards d'êtres humains, et après » (Les Echos, (29/10/2013) [http://www.lesechos.fr/29/10/2013/LesEchos/21553-044-ECH\\_bientot-9-6-milliards-d-etres-humains--et-apres--.htm](http://www.lesechos.fr/29/10/2013/LesEchos/21553-044-ECH_bientot-9-6-milliards-d-etres-humains--et-apres--.htm)

caractère approximatif, pifométrique, de ce genre de calcul particulièrement spéculatif. 40% de variation, ce n'est pas rien ! Ça représente presque le double de la production de l'ensemble du continent américain.

L'autre point de critique, bien analysé par Isobel Tomlison, universitaire britannique, montre que ces études sont basées sur des modèles économiques particuliers, en équilibre général calculable, plutôt utilisés pour faire de la projection et non pas pour publier des chiffres normatifs devant orienter l'action publique. L'idée consiste à projeter des futurs si rien ne change, toutes choses égales par ailleurs. Or, on voit bien les effets délétères à la fois au plan environnemental, social et sanitaire, notamment dans les pays du Nord, des modèles actuels agricole et alimentaire. Par exemple, en termes de consommation de viande : on sait les problèmes de pollution des nappes par les nitrates, les problèmes d'antibiorésistance, et les enjeux éthiques en terme de respect des animaux que posent les productions industrielles, et la montée en flèche des maladies cardiovasculaires liées à une consommation de viande beaucoup trop importante. On peut donc imaginer – il faut en tous cas l'espérer très fort et tout mettre en œuvre pour - qu'en 2050 ces habitudes de consommation de viande auront évolué fortement à la baisse. Il y a donc, dans ces projections, des constructions qui posent un problème de fond, qu'il convient de poser.

Troisième point, ces mots d'ordre restent à la fois bien trop généraux et très réducteurs puisque, encore une fois, et je pense que l'on est d'accord, ce n'est pas au niveau global que se construisent ni les politiques agricoles, ni les politiques alimentaires. La construction des problèmes et des solutions se fait ailleurs, plutôt au plan national, au sein de blocs régionaux comme l'Union européenne ou l'Union africaine, que Jean-Christophe a mentionnée, ou au niveau local. Donc ce discours de produire pour nourrir le monde est à la fois hyper-général (c'est une façon de noyer le poisson) et très puissant. Cette rhétorique-là a un effet politique indéniable, puisqu'elle est mobilisée par tout un tas d'acteurs, les multinationales des produits chimiques et de l'agro-alimentaire, le syndicalisme agricole français, etc. Il ne faut donc pas la jeter aussi vite que cela à la poubelle, mais au contraire être capable de la critiquer. Autre élément crucial, c'est un mot d'ordre hyper-réducteur qui évite de poser la vraie question, qui est : produire plus ? Oui, mais où, et quels produits ? Des agrocarburants et, encore plus, de l'huile de palme pour les moteurs ? Et puis, par quels types d'agriculteurs : l'agrobusiness, les grandes plantations, qui produisent des « commodités agricoles » (matières premières, minerais de viande, etc.) ou la petite agriculture paysanne produisant de l'alimentation ? Et comment : quels types de modèles techniques ? Va-t-on généraliser notre utilisation massive d'engrais chimiques et de pesticides ? A mes yeux, ce sont des questions fondamentalement politiques qui doivent être posées – elles devraient être au cœur du débat des politiques agricoles -, or elles sont précisément évitées en agitant la menace de ces 9 millions de bouches à nourrir en 2050.

Il s'agit donc d'un problème de cadrage politique, c'est-à-dire de façon de poser la question et de proposer des solutions. Et le cadrage aurait pu être tout autre. Il aurait pu être de dire : on aura 9 milliards d'habitants en 2050, une érosion massive des sols qui va conduire à une généralisation des sols infertiles ; des problèmes majeurs de pollution des nappes phréatiques et des mers ; le réchauffement global enverra sur nos côtes toujours plus de réfugiés climatiques, etc. Tous ces éléments de prospective auraient pu nous amener au constat qu'il faut changer de modèle agricole, tant sur le plan technique, éthique que social. C'est une autre façon de cadrer le problème, donc de proposer des solutions et je pense que vraiment tout l'enjeu est là.

**Jean-Christophe Debar** : Eve, je pense que tu fais davantage la critique d'une mythologie qui existe et qui t'empêche de voir les faits. Les faits veulent, encore une fois, que l'Afrique double voire triple sa production. Et trop souvent, on ne veut pas rentrer dans le débat, parce que ces chiffres font peur. Mais il ne faut pas en avoir peur. Il faut doubler, peut-être un peu plus, la production mais, partant d'assez bas, les marges de manœuvre sont assez importantes. Il n'y a donc pas lieu de s'affoler.

A partir de là, sur la base de quel modèle, de quel système de production, effectivement ? En simplifiant, est-ce qu'on va pouvoir le faire par des techniques d'agroécologie ou bien l'intensification traditionnelle a-t-elle encore son mot à dire ? C'est ce que je pense. Et à côté du modèle proprement dit, avec quels agriculteurs ? Qui va augmenter la production ? Au fond, ça me semble peut être la question la plus importante.

A Farm, pour aller très vite, on ne croit ni dans les tout-petits, sur lesquels se concentre une certaine idéologie et une certaine démagogie parfois, et évidemment pas dans les très très gros. Non. Ce sont les petits-moyens qui ont ou peuvent avoir un potentiel, moyennant de bonnes politiques d'investissement, etc. En tout cas, la question est là : à qui va-t-on donner les moyens de pouvoir répondre à ce défi qui existe.

**MAA. Eve, finalement, cela veut dire quoi nourrir le monde ? Vous dites que pour « nourrir le monde », il faut produire là où l'on en a besoin et ce dont on a besoin. Prenons concrètement l'Afrique, que répondez-vous à Jean-Christophe ?**

**Eve Fouilleux :** Pour commencer, je ne suis pas africaine, donc je ne me sens pas la plus légitime pour dire comment les Africains doivent produire. Je pense que les Français seraient exaspérés qu'un Africain vienne leur expliquer comment ils doivent produire, alors qu'à bien des égards (si l'on en juge par le niveau de pollution par les pesticides en Afrique par exemple), on pourrait penser qu'ils le font bien mieux que nous... Donc nourrir le monde, c'est vaste, on l'a vu. Nourrir l'Afrique, c'est très vaste aussi. On dit l'Afrique, mais l'Afrique, c'est plein de pays, plein de réalités tout à fait différentes. On ne mange pas du tout la même chose d'un pays à l'autre. A Madagascar on mange du riz, au Nigéria plutôt du manioc, au Cameroun de la banane plantain, en Guinée on peut manger plutôt du fonio... L'apport calorique majeur en Afrique peut venir de choses tout à fait différentes. Mis il est sûr que ce n'est pas nous qui allons nourrir l'Afrique avec notre blé ou avec notre vin ou avec le fromage qu'on exporte.

Deuxième point, j'ai l'impression que l'on a, en France, une sorte d'imaginaire postcolonial qui nous colle à la peau d'une façon telle, que cela nous pousse à penser que les Africains ont besoin de nous pour les aider à faire de la production agricole. Il y a quelques années que je travaille sur ces questions-là et que je côtoie le milieu dit « du développement ». J'ai tendance à penser qu'un bon nombre de personnes ont besoin de travailler en Afrique, en tirent un revenu certain et une satisfaction, et aiment faire de la coopération, mais tout cela, même souvent de bonne foi, ne va pas toujours dans l'intérêt direct des Africains.

L'indice de production agricole en Afrique est en constante augmentation depuis les années 60 et il n'y a aucune raison que cela s'arrête. Comme tu l'as dit Jean-Christophe, la production agricole africaine croît de 2 à 2,5% par an,

Au vu de l'ensemble des ressources naturelles disponibles, l'Afrique peut très bien produire sa nourriture. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que de plus en plus d'opérateurs étrangers portent un grand intérêt aux terres là-bas, des terres soit disant « disponibles » et « non valorisées » (qui en réalité sont toujours utilisées à travers divers usages par les habitants des zones rurales). On a évoqué tout à l'heure, par exemple, le groupe français Avril qui ouvre notamment des plantations d'huile de palme dans le bassin du Congo.

Troisième point, sur la concurrence déloyale. Ici, les agriculteurs bénéficient de politiques de soutien direct que les agriculteurs africains n'ont pas et de tout un tas d'infrastructures, de conseillers agricoles que les Africains n'ont pas. Voilà sans doute un enjeu majeur en Afrique, celui d'avoir des systèmes politiques démocratiques qui permettent un développement autonome, puis un développement économique qu'ils choisiront eux-mêmes. Mais envoyer des produits faits par les agriculteurs français, ce serait plutôt tuer l'agriculture africaine qu'autre chose. Sur ce point-là, je pense que nous sommes tout à fait d'accord.

**MAA. Dernière question. Pour essayer de voir un peu plus loin, comment envisageriez-vous chacun à votre façon de réinventer l'avenir nourricier de l'agriculture française ? Et y a-t-il encore quelques fables ou mythes qui traînent encore ici et là et avec lesquelles nous devrions peut-être rompre. On parle de plus en plus du gaspillage...**

**Jean Christophe Debar.** Deux ou trois choses... Tu évoques les pertes et gaspillages qui ont pris, enfin, une considération importante. Ce qui me gêne, c'est que l'on est en train de faire de cette question un argument pour dire « ce n'est pas la peine d'augmenter la production, il va suffire de moins gaspiller ». Soyons un peu factuel. Je vous parle, d'un côté, de doubler ou tripler la production en Afrique et, de l'autre, des pertes et gaspillages qui atteignent 30 à 40%. Alors, bien-sûr, il faut réduire les pertes et gaspillages, mais ne construisons pas un nouveau dogme pour s'opposer à un dogme ancien.

Deuxième point. Reprenant cette idée de ne pas construire de nouveaux dogmes pour lutter contre un dogme, je pense que l'on a une vision de l'agroécologie ou de la transition écologique, éminemment justifiée soit-elle, un peu étroite. Pour ma part, je pense que, fondamentalement, l'agroécologie peut être à la fois des innovations résultant de la mise en œuvre d'agriculture de précision, des mélanges variétaux ou des systèmes beaucoup plus traditionnels.

A côté de cela, dans les visions un peu mythologiques, je pense qu'il n'est pas inconciliable de vouloir à la fois développer sa production locale et reconnaître que le commerce international a une place importante à jouer et aura probablement demain, compte-tenu du changement climatique, encore davantage d'impact positif pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. On ne peut pas se plaindre que les prix s'envolent et que les consommateurs souffrent tout en réclamant que les pays qui ont la capacité d'exporter ne le fassent pas. Cela me semble contradictoire.

**Eve Fouilleux :** Réinventer l'avenir nourricier de l'agriculture française, je vais me répéter, passera nécessairement par une remise à plat complète du modèle agricole. Et, là, nous avons une opposition très forte, certainement à travers une interprétation de l'agroécologie comme étant la mise en place de capteurs pour faire de l'agriculture de précision. Je ne suis pas du tout d'accord, et je rejoins ce qui a été dit ce matin en termes de repenser le modèle, les cycles agronomiques, etc.

Pour moi il faut rompre avec le modèle agricole hyperspécialisé par produits. L'identité d'un agriculteur s'y fait autour d'un seul produit : je suis céréalier, je suis laitier, je produis de la matière première... le tout basé sur la chimie, l'hyperconsommation de ressources fossiles, et au final des agriculteurs très peu autonomes, hyper-fragiles en termes de variations des prix... Je reboucle avec ce que je disais au début : il faut rompre avec la rhétorique de la course à la compétitivité et à la compétition sur les marchés internationaux parce que le prix à payer est trop fort, notamment en termes sociaux.

On l'a vu, il suffit qu'il y ait un embargo russe pour que la filière porcine s'écroule ; on a vu comment l'abrogation des quotas laitiers, c'est-à-dire l'arrêt des interventions directes sur le marché des Etats pour laisser seul fonctionner le marché et accroître la compétitivité, se traduit pour les agriculteurs qui ne sont pas compétitifs - ce qui est le cas des Français par rapport aux Néerlandais ou aux Danois par exemple. Et voilà, on est trop endetté, on se désespère et même éventuellement on se suicide.

En termes environnementaux, je ne vais pas refaire ici toute la critique environnementale du modèle hyperspécialisé et chimique, mais évoquons la question des produits phytosanitaires, c'est-à-dire des fongicides, herbicides, insecticides, pesticides en tous genres. Cela fait 20 ans qu'on dit qu'il faut diminuer leur utilisation et celle-ci continue d'augmenter : 30% d'augmentation entre 2008 et 2014 (chiffres de l'OCDE). C'est hallucinant ! La France est le premier utilisateur européen de pesticides, le 3<sup>ème</sup> utilisateur mondial derrière les Etats-Unis et le Japon. Pourtant, les pouvoirs publics ont mis en place le plan Ecophyto, et y ont injecté beaucoup d'argent pour diminuer l'utilisation des pesticides, sans aucun succès.

Pour l'anecdote, puisqu'on parle aujourd'hui de la France agro-exportatrice... Comme je l'ai rappelé tout à l'heure, nous, les Français, exportons principalement des céréales et du vin... Eh bien sachez qu'on peut lier directement exportation et pollution par les produits phytosanitaires : en France, céréales, maïs, colza et vigne (qui occupent moins de 40% de la SAU) consomment en effet à elles seules près de 80% des pesticides commercialisés chaque année. La vigne, avec moins de 3% de la SAU, représente 20% des usages (il s'agit pour 80% de ces produits de fongicides) ; ce sont des données INRA.

Sylvie, tu as mentionné les exportations de porcs vers la Chine qui redresseraient soit disant la filière. On peut aussi évoquer sur le même ton les exportations de poudre de lait : au moment de la crise, j'ai lu qu'on faisait financer des tours de séchage en Bretagne parce que la Chine pouvait être un marché porteur pour la poudre de lait. Mais à quels coûts en termes environnementaux ? En termes sociaux pour les agriculteurs, en cas de changement des politiques de la Chine en la matière sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle ? En termes éthiques, à quelles conditions pour les animaux qui sont torturés dans ces usines à porcs ou à vaches ? Il y a des enjeux qu'on essaie à tout prix d'éviter depuis quelques décennies, profession agricole en tête, mais qu'il va bien falloir aborder de front au bout d'un moment.

Bref, il faut arrêter de poser les problèmes de façon techniciste et étroite. Il faut absolument reconnecter cultures et élevage (et c'est à dessein que je n'ai pas dit productions végétales et

animales). Il faut des politiques agricoles qui incitent à la déspecialisation. Il faut reboucler les cycles agronomiques de l'azote, du phosphore et tout cela ne peut se faire qu'en reconnectant agriculture et élevage et, donc, des politiques qui incitent à le faire. Les politiques actuelles ne vont pas du tout en ce sens. Il faut accroître l'autonomie des exploitations, qui passe aussi par la déspecialisation. Et donc par une définition forte de l'agroécologie.

Dernier point, cela se traduit par la nécessité, et c'est une rupture majeure, de refonder l'identité professionnelle agricole. Et là, il y a une irresponsabilité totale des gens qui sont à la tête de la FNSEA, qui refusent tout simplement de voir la réalité en face et qui continuent de parier sur la modernisation et la baisse de la population agricole. Bref on a un suicide organisé de la profession agricole en France au profit d'une petite élite qui ne prend en compte ni les intérêts à moyen terme de la grande majorité des agriculteurs (car de fait, elle les condamne à disparaître), ni les préoccupations des citoyens, ni celles des consommateurs. A côté de ça, on a des jeunes qui veulent s'installer en maraîchage biologique ou avec des projets de petits élevages fermiers autour des villes, et qui galèrent à trouver des terres et des appuis, et à qui on refuse le droit d'entrée dans la profession ! C'est insensé...

Les Controverses européennes de Marciac sont organisées par la Mission Agrobiosciences  
et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers

Avec le soutien du ministère de l'Agriculture, du Conseil départemental du Gers et de la  
Région Occitanie.

En partenariat avec Jazz In Marciac, la FN Cuma, La Ruche Qui Dit Oui et  
Science Animation.

Projet  
soutenu par



Fondation  
de  
France

Document réalisé par la Mission Agrobiosciences (MAA-INRA) (novembre 2016)

[www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

<http://controverses-de-marciac.eu/>